



Signataire : Gabriela Sonderegger

Date de dépôt : 22 mai 2026

Question écrite urgente

Utilisation de feux de signalisation à Genève pour des messages militants

Ces derniers jours, plusieurs feux de signalisation situés sur le territoire genevois ont été utilisés afin d'afficher des messages politiques tels que « Stop Israël » et « Free Gaza ».

Au-delà du débat politique lui-même, cette situation soulève des interrogations en matière d'utilisation d'infrastructures publiques, de sécurité routière, de respect du mobilier urbain, ainsi que d'éventuels coûts futurs qui pourraient être supportés par la collectivité publique afin de retirer ces affichages ou de remettre les installations concernées en conformité.

Mes questions au Conseil d'Etat sont les suivantes :

- ***Le Conseil d'Etat a-t-il connaissance de ces faits et combien de feux de signalisation ont été concernés ?***
- ***Les services compétents envisagent-ils d'intervenir afin de retirer ces affichages ou de contrôler les installations concernées ?***
- ***Le Conseil d'Etat est-il en mesure d'estimer les coûts potentiels que ces interventions pourraient engendrer pour la collectivité publique ?***
- ***Dans l'hypothèse où des coûts seraient engagés, le Conseil d'Etat entend-il demander à leurs auteurs ou aux organisations concernées d'en assumer la charge financière ?***
- ***Une plainte pénale ou une dénonciation est-elle envisagée ?***

- *Le Conseil d'Etat considère-t-il comme acceptable que des infrastructures liées à la sécurité routière soient utilisées comme supports de messages militants ?*

Que le Conseil d'Etat soit par avance remercié des réponses qu'il apportera.